27 octobre 2006, Oakville

Allocution devant la Chambre de commerce d'Oakville

Distingués invités,

Distingués membre de la Chambre de commerce d'Oakville,

Mesdames et Messieurs.

Je vous remercie de cet accueil chaleureux. Et merci, Stephen, de cette aimable introduction. Mesdames et Messieurs, je ne peux vous dire à quel point je suis ravi de me trouver ici avec vous. Je suis Premier ministre depuis près de huit mois et, pendant cette courte période, j'ai appris une chose importante.

À Ottawa, tout le monde veut que vous leur accordiez du temps. Les bureaucrates veulent que vos journées se résument à des séances d'information stratégique. Les diplomates étrangers veulent que vous rencontriez chaque dignitaire qui met le pied dans la capitale. Et dans un barrage apparemment infini, les lobbyistes vous sollicitent pour « un quart d'heure à peine ». S'il les laissait faire, le Premier ministre du Canada ne passerait son temps qu'à assister à des réunions en rafales à Ottawa, avec pour seule pause ce théâtre fabriqué qu'est la période de questions.

Voilà pourquoi je me réjouis autant de me trouver à Oakville avec vous aujourd'hui... Pour pouvoir quitter la Colline du Parlement... et rencontrer des contribuables canadiens. Ce n'est pas la première fois que je m'absente d'Ottawa ces dernières semaines... À Calgary, juste avant l'Action de grâce, j'ai rencontré les employés d'un fabricant de mobilier de bureau spécialisé innovateur et en pleine expansion. Peu après, je me suis rendu à Vancouver où j'ai rencontré un groupe d'étudiants Canado-Coréens. Une association communautaire les récompensait de leur rendement académique en leur offrant des bourses d'études. Et la semaine dernière, à Niagara Falls, j'ai pris part à un déjeuner organisé par l'association des courtiers en assurance de l'Ontario. Certains d'entre vous y étaient peut-être. Les groupes étaient différents, mais leurs préoccupations étaient les mêmes. Ils ne se préoccupaient ni des politiques, ni des sondages, ni des processus.

En fait, leurs attentes face à leurs gouvernements et à leurs leaders sont très simples : énoncez clairement vos positions; gérez le gouvernement honnêtement et convenablement et, par-dessus tout, donnez des résultats. Honorez vos promesses. Je l'avoue, j'ai eu affaire à quelques clients exigeants, mais tout comme vous, ils ont le droit de l'être. Vous avez le droit de vous attendre à des résultats concrets. Parce qu'après tout, c'est de votre argent dont il s'agit et vous l'avez durement gagné. Vous avez également droit à un gouvernement qui énonce clairement et franchement en quoi il croit. Et, si je puis me permettre, que c'est l'un des secteurs dans lequel le nouveau gouvernement du Canada a apporté des améliorations.

Vous vous doutez évidemment qu'à titre de politicien, j'ai rencontré, une journée ou une autre, des gens qui ne sont pas d'accord avec tout ce que notre gouvernement fait. Mais ils s'entendent tous sur un point : « au moins, vous dites clairement qui vous êtes et quelles sont

vos positions. » Nous avons toujours eu comme priorité de dire à la population canadienne quelle était notre position dans les dossiers qui leur tiennent à cœur. Des dossiers comme : la responsabilité, la lutte contre la criminalité, la protection de l'environnement et la santé économique. Le mois dernier, j'ai clairement énoncé que nous ferions de ces quatre dossiers notre priorité au cours de la session parlementaire d'automne.

À ce jour, nous avons réalisé des progrès considérables. Par exemple, nos priorités économiques et financières sont claires. Nous : remboursons la dette; axons nos dépenses sur nos priorités et en surveillons la croissance; investissons dans les moteurs de croissance à long terme comme l'éducation, la recherche et l'infrastructure; réduisons l'impôt des familles, des sociétés et des particuliers. Au chapitre de l'environnement, nous avons déposé la première Loi canadienne sur la qualité de l'air. Il s'agit d'une mesure législative complexe, de grande portée et ayant des répercussions à long terme. Je vous donnerai cependant la version abrégée et vous montrerai en quoi elle diffère du plan du gouvernement précédent, le présumé plan de Kyoto. En premier lieu, cette mesure législative vise la pollution atmosphérique et les gaz à effet de serre. Le plan précédent ne touchait pas du tout la question de la pollution atmosphérique, ni celle du smog, principale préoccupation des Canadiennes et des Canadiens en fait de qualité de l'air.

Deuxièmement, cette mesure législative vise la réduction des émissions au pays. Le plan précédent était fondé sur l'achat de présumé « crédits d'air chaud ». En d'autres termes, il consistait à envoyer l'argent de vos impôts à l'étranger sans voir la moindre amélioration environnementale au Canada.

Troisièmement, cette mesure législative fixera des cibles obligatoires dans l'industrie contrairement aux normes volontaires des libéraux. Il s'agit donc de différences très marquées. Aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, j'aimerais attirer votre attention sur deux autres priorités, la lutte contre la criminalité et la responsabilité, car il s'agit de questions auxquelles l'opposition libérale fait obstruction. Comme nous le savons tous, la sécurité des rues a longtemps caractérisé notre grand pays. Pendant longtemps, nous avons été fiers, à juste titre, de voir que la criminalité était beaucoup moins répandue à des endroits comme Toronto que dans les villes américaines.

Malheureusement, les temps changent et nos collectivités aussi. Le taux de crimes liés aux armes à feu, aux gangs et aux drogues est à la hausse au Canada et la grande région de Toronto en est la plus consciente. En tant que politiciens, nous avons un choix. Nous pouvons ne pas tenir compte du problème ou peut-être l'excuser. Ou nous pouvons agir pour le régler. Aux dernières élections, les Canadiennes et les Canadiens ont clairement indiqué qu'ils voulaient qu'on agisse. Et tous les partis, par seulement le nôtre, ont promis de s'attaquer au crime. Voilà pourquoi, depuis le printemps, nous avons déposé des lois qui permettent : de mettre fin aux peines d'emprisonnement avec sursis, qu'on appelle « assignations à résidence », pour les crimes graves; d'imposer des peines d'emprisonnement obligatoires pour les crimes commis au moyen d'armes à feu; de durcir les lois relatives à la lutte contre les courses de rues; de hausser de 14 à 16 ans l'âge de protection pour lutter contre les prédateurs sexuels et de permettre l'incarcération des délinquants les plus violents, récidivistes et dangereux du pays.

La position de notre gouvernement est claire : des collectivités sûres ne devraient pas être le luxe de quelques-uns, mais une réalité pour tous. C'est ce que nous nous sommes engagés à faire et c'est ce que le public nous a demandé. Tous les partis ont affirmé qu'ils séviraient contre la criminalité, mais que s'est-il passé? Nous sommes presque au début de novembre et les mesures législatives ont à peine progressé. Et, cette semaine, l'opposition a voté pour que le premier projet de loi soit dilué. Pas au Parlement même, mais bien au cours d'une réunion de comité, ils ont voté pour rayer du projet de loi toutes les infractions contre les biens, même les graves.

Les trois partis de l'opposition ont essentiellement voté pour permettre aux criminels, par exemple, d'entrer chez vous par effraction ou de voler votre voiture, de purger leur peine à domicile. Ce n'est pas ce pour quoi les Canadiennes et les Canadiens ont voté. Ce n'est pas ce qu'ils veulent. Et ce n'est certainement pas la position que les partis de l'opposition ont dit défendre au cours de la dernière campagne électorale. Je lance un appel aux partis de l'opposition afin qu'ils arrêtent de retarder et de diluer les projets de loi qui visent à protéger nos collectivités comme ils l'ont promis lors de la dernière campagne électorale. Qu'ils tiennent parole!

Ce qui nous amène, Mesdames et Messieurs, à la responsabilité, autre sujet important au cours de la dernière campagne. Vous vous souviendrez que nous avons eu droit à une série sans précédent d'enquêtes, de cafouillis et de scandales. Cela a laissé des traces, surtout au Québec où l'image du fédéralisme a été ternie au point d'insuffler une nouvelle énergie au mouvement séparatiste. Comme nous l'avons indiqué pendant notre campagne, et de façon bien détaillée, nous avons déposé la série de mesures anti-corruption et de réforme la plus exhaustive de l'histoire canadienne : la Loi sur la responsabilité fédérale. L'objectif de cette loi est sans équivoque : elle vise à changer la façon de faire les choses à Ottawa... car, franchement, Ottawa a besoin de changement.

Ainsi, la Loi fédérale sur la responsabilité : resserre les règles sur le lobbying; met fin à la pratique qui favorise la nomination de personnel politique à des postes dans la fonction publique; met fin à l'influence de l'argent des compagnies et des syndicats et élimine les dons importants et crée un poste unique de commissaire à l'éthique et aux conflits d'intérêts pour lequel une expérience judiciaire est nécessaire. Et sachez, Mesdames et Messieurs, que tous ces changements ont reçu, au printemps dernier, l'aval des parlementaires après trois mois de débats. En fait, aucun député n'a voté contre cette mesure législative. Mais cette semaine, les propositions dont je viens de parler ont été renversées par les libéraux qui ont voté pour : restreindre les enquêtes sur les infractions aux règles électorales et aux règles concernant le lobbying; donner un accès politique et partisan spécial à des postes non partisans du gouvernement; rétablir les dons importants aux partis politiques et, ce qui est encore plus notoire pour; créer pour le Sénat un poste de commissaire à l'éthique aux pouvoirs dilués.

De quelle façon? Eh bien, ils l'ont fait au Sénat. Exactement. Après avoir fait traîner la Loi sur la responsabilité pendant plus de quatre mois au Sénat, les libéraux essaient de renverser les grandes réformes anti-corruption en se servant de leur majorité de sénateurs non élus au sein de cette institution non démocratique et désuète. Mesdames et Messieurs, ce n'est pas pour cela que la Chambre a voté. Ce n'est pas pour cela que les Canadiennes et les Canadiens ont voté. Ce n'est pas cela que veulent les Canadiennes et les Canadiens. Je

lance un appel au Sénat libéral afin qu'il arrête de se livrer à des petits jeux, qu'il adopte la Loi fédérale sur la responsabilité et qu'ils donnent aux Canadiennes et aux Canadiens le changement pour lequel ils ont voté.

Et puisqu'on en parle, je voudrais vous dire qu'il n'y a pas d'exemple qui illustre mieux la nécessité d'une réforme du Sénat. En fait, le Sénat bloque – depuis cinq mois – notre projet de raccourcir – de 45 à 8 ans – le mandat des sénateurs! C'est une autre raison pour laquelle, si le Sénat doit exister, ses membres devraient être élus par le peuple qu'ils sont censés représenter. Voilà!

Mesdames et Messieurs, plus tôt cette année, les Canadiennes et les Canadiens ont voté pour le changement et ils ont demandé à notre parti d'en être le maître d'œuvre. Nous sommes déterminés à honorer notre promesse. Déterminés à offrir les résultats attendus. Nous avons promis de réduire les impôts, de rembourser la dette et d'offrir des avantages aux familles canadiennes qui travaillent. Nous avons promis de mettre en œuvre une loi exhaustive sur la qualité de l'air. Nous avons promis de sévir contre le crime. Nous avons promis de nettoyer le gouvernement et d'adopter la Loi fédérale sur la responsabilité. Et nous avons réalisé ce que nous avons promis.

Nous ne nous attendons pas à ce que l'opposition soit toujours d'accord avec nous – mais nous nous attendons à ce qu'elle soit franche. Si l'opposition n'est pas d'accord avec nous, elle doit le faire valoir ouvertement plutôt que dans des réunions de comité et au sein d'un Sénat non élu et plutôt qu'en faisant constamment obstruction au vote démocratique. Et ne vous contentez pas de dire aux Canadiennes et aux Canadiens que vous n'aimez pas notre gouvernement ou notre parti, ils le savent déjà. Ils savent que les partis sont en concurrence les uns avec les autres. Dites au peuple canadien pourquoi vous vous opposez à la responsabilité, pourquoi vous vous opposez au renforcement des mesures anti-crime – et expliquez-leur pourquoi vous ne leur en avez pas parlé pendant la campagne électorale.

Vous savez, je remarque que, pour certains politiciens de l'opposition, cela montre qu'il faudrait de nouvelles élections. Eh bien, ils peuvent imposer une élection n'importe quand. Mais nous ne devrions pas avoir d'élections pour faire adopter ce pour quoi les Canadiennes et les Canadiens ont déjà voté – ce que veulent les Canadiennes et les Canadiens. Mesdames et Messieurs, c'est là mon message d'aujourd'hui. Dans un Parlement minoritaire, où chaque vote compte, vous devez rappeler à vos députés ce que vous voulez, ce pour quoi vous avez voté. Ce n'est qu'alors qu'ils abandonneront leurs jeux et travailleront sur les dossiers en cours.

Si vous voulez donc des rues et des collectivités sécuritaires, si vous voulez sévir contre les criminels et mettre fin à l'absurdité des assignations à résidence pour les crimes graves, vous devez faire connaître votre point de vue à vos représentants élus. Si vous voulez faire adopter la Loi fédérale sur la responsabilité et procéder à des réformes à long terme pour nettoyer le gouvernement à Ottawa, vous devez le faire savoir à vos députés. Afin que le Parlement fonctionne. Que les projets de loi soient réellement adoptés. Que les lois changent.

Les Canadiennes et les Canadiens comme vous devez envoyer des lettres, des coups de téléphone et des courriels aux députés de tous les partis pour leur faire savoir que ce ne sont pas seulement nos priorités, mais aussi les vôtres.

Merci de m'avoir invité.

Que Dieu bénisse le Canada!